



“Macron est l'héritier de mitterrando.”

Marianne : Vous publiez deux livres en cette rentrée : *la Droite et la Gauche. Histoire et destin*, chez Gallimard ; *Macron et les leçons d'un échec*, chez Stock, sous-titré « Comprendre le malheur français II ». C'est la suite de votre ouvrage publié en 2016. Selon vous, Emmanuel Macron a renouvelé la lecture que l'on pouvait avoir du malheur français. Ce que vous décrivez est un enthousiasme douché, un échec dont on a l'impression, à vous lire, qu'il était écrit d'avance quelle que soit l'envie qui pouvait exister au départ face au phénomène Macron. Comment arrive-t-on à cette perte des illusions ?

Marcel Gauchet : Macron a été élu dans des conditions qui sortent de l'ordinaire. Il s'est présenté sans parti derrière lui, avec une machine politique qu'il a constituée de bric et de broc. Mais il a donné l'impression qu'il savait ce qu'était le malheur français. Il a été le premier homme politique à en parler, à être capable de se montrer sensible à ce qui montait du pays. De ce point de vue là, l'enthousiasme se comprend très bien. Son électorat était d'ailleurs complètement hétéroclite. Au départ, Macron parlait à un pays qui croyait majoritairement avoir trouvé le gouvernant en mesure de

saisir la nature de ses problèmes et d'essayer d'y apporter remède.

Cette situation, ce sont tous les blocages, l'espèce de contradiction que vous décrivez entre l'aspiration à la puissance et, en même temps, l'idée qu'il faille tenir compte du réel et le fait que nous ne sommes pas une superpuissance, ainsi que tous les empilements administratifs qui ont petit à petit cassé l'ascenseur social, la promesse républicaine. Vous l'expliquez très bien. La question est de savoir pourquoi

Le philosophe et historien vient de publier deux livres essentiels pour comprendre le quinquennat qui s'achève, mais aussi, plus largement, le moment social et politique dans lequel il s'inscrit. Rencontre.

PROPOS RECUEILLIS PAR NATACHA POLONY -

PHOTOS: ARNAUD ROBIN / DIVERGENCE POUR "MARIANNE"



rect de la synthèse "chiraquienne"

ce qu'Emmanuel Macron avait pu pointer n'a pas ensuite été résolu. Qu'est-ce qui a bloqué ?

Fondamentalement, Macron avait l'intuition juste de la déprime majoritaire. Mais en fait il n'avait pas de diagnostic sur les racines de ce sentiment d'impasse. Il y a un désespoir français à l'égard de ce qui est vécu comme un déclin inexorable du pays. Un sentiment contrebalancé par le fait que nous avons globalement la chance de vivre dans un monde riche et protecteur. Bonheur privé et malheur collectif peuvent encore coexister. Nous ne sommes pas dans une tragédie. Mais, vis-à-vis du destin de notre pays, les

perceptions convergent vers un pessimisme profond que le personnel politique s'est employé longtemps à ignorer. Macron a donné l'impression d'avoir saisi cette inquiétude, mais il n'en avait pas discerné les véritables causes. Il était resté pris dans la grille de lecture du milieu dont il est issu. Il avait simplement une intuition politique supérieure à celle de ses concurrents, sans une analyse politique approfondie de la situation du pays.

Comment qualifier cette manière de voir le monde ? Dans plusieurs de vos analyses, la dimension managériale

revient, ainsi que la question du rapport au travail. Lorsque vous décrivez le mouvement des « gilets jaunes », vous dites que la question du rapport au travail est essentielle, notamment l'idée de pouvoir vivre de son travail et la souffrance qu'il y a à ne pas pouvoir le faire. Selon vous, cette dimension a été gommée. Même les syndicats donnent l'impression que le sens du travail n'est pas un problème pour eux. Ils parlent conditions de travail ou temps de travail, mais pas de ce que veut dire le travail pour ceux qui l'effectuent. Ils ont en fait le même langage que les patrons, bien qu'ils ne soient pas du même bord. Il ne s'agit pas de leur reprocher une quelconque trahison mais d'observer la manière dont ils se sont laissés gagner par une vision du monde social où cette question est absente. Les critères qu'ils mettent en avant sont ceux du discours économique ambiant. Il ne faut pas s'étonner qu'ils ne représentent plus grand-chose.

L'aspiration la plus banale, mais la plus profonde de la population, celle d'avoir un travail dans lequel on se reconnaît et qu'on s'emploie à bien faire pour en vivre dignement, a été expulsée de la grille officielle. Le seul problème, c'est le coût du travail, on se contrefiche qu'il soit bien ou mal fait. Même un mouvement spectaculaire comme celui des « gilets jaunes » n'a pas réussi à percer la carapace de cette langue de plomb. Les gens sont retournés dans leurs foyers avec l'impression de ne pas avoir été entendus.

Parce que, au cœur du système économique, il y a cette question de la compétitivité du travail et la mise en concurrence de l'ensemble des systèmes de production mondiaux, qui est le dogme principal adopté par l'Union européenne comme par toutes les élites françaises. Ce qui est étonnant, c'est que cette vision est portée par tout □

à voir sur
MARIANNE.tv
Le dialogue
entre Marcel
Gauchet et
Natacha Polony.

□ ce qui dirige, représente et encadre la société. Cela n'est pas une question de bonne ou de mauvaise volonté ni d'influence délétère du capitalisme. C'est un phénomène intellectuel qui a des effets désastreux en ruinant l'idée centrale de notre démocratie, à savoir la possibilité de mettre sur la table les problèmes que vivent les populations.

Il y a une dimension sur laquelle vous revenez assez souvent et que vous appelez le « mitterrando-chiraquisme », qui

explique ce basculement vers l'indifférenciation...

Le mitterrando-chiraquisme, c'est le consensus tacite de la gauche et de la droite de gouvernement à la fois sur la nécessité de s'adapter au nouveau contexte créé par la mondialisation et sur l'impossibilité de le dire franchement aux Français. Autrement dit, le choix du brouillard sur la vérité de la situation.

C'est Mitterrand qui a inauguré la formule, quand il a fallu assumer l'échec du socialisme façon 1981 qui prenait à contrepied le mouvement général du monde. Il a trouvé la voie de sortie : l'Europe. L'Europe comme couverture, qui allait permettre de faire semblant de continuer comme auparavant, tout en opérant en réalité le changement radical d'orientation requis par la mondialisation libérale. Cela a tellement bien marché que Chirac a fini par se rallier à cette martingale, après quelques velléités de jouer autrement la partie. Avec le temps, on est arrivé à une synthèse quasi parfaite que Sarkozy comme Hollande se sont attachés à perpétuer. Macron est l'héritier direct de cette synthèse à laquelle il a donné de nouvelles couleurs en l'affichant ouvertement.

C'est-à-dire qu'on a, d'un côté, François Mitterrand qui utilise l'Europe pour maquiller ce renoncement en expliquant



“LES SYNDICATS SE SONT LAISSÉ GAGNER PAR UNE VISION DU MONDE SOCIAL OÙ LA QUESTION DU TRAVAIL EST ABSENTE.”

– et c'est d'ailleurs encore le cas aujourd'hui – que « l'Europe sociale » arrivera un jour et que l'on va aller vers cela. Et, de l'autre, Jacques Chirac, qui s'aperçoit que son discours reaganien de 1986 lui a fait perdre la présidentielle de 1988 et que la France n'est pas prête à s'adapter, à se calquer sur le modèle anglo-saxon. Du coup, il décide de faire semblant de préserver le modèle social, qui structure la République française et, en même temps, de le détricoter mais sans le dire.

Le maquillage, en effet, est à double entrée : on peut le prendre par la gauche en faisant miroiter la perspective d'une « Europe sociale » ; on peut le prendre par la droite en mettant en avant la nécessaire compétitivité qui permettra de sauvegarder notre modèle. Mais en ne disant surtout pas, dans les deux cas, qu'il s'agit en réalité de changer complètement de modèle. La recette a fonctionné pendant

plus de trente ans, de 1983 à 2017, mais il était fatal qu'elle arrive à expiration.

Sur beaucoup de sujets apparaît le problème du rapport entre l'individuel et le collectif. La question est de savoir où on place le curseur. Vous dites, à propos du mouvement des « gilets jaunes », qu'il a été une explosion collective à l'âge de l'individualisation radicale de la collectivité et, en fait, dans tous les domaines, on est face à cela. Sur les questions bioéthiques ou relatives à l'école, comment peut-on rétablir ce curseur ?

On peut le rétablir en prenant pour points d'appui les contradictions vécues par les individus. C'est le problème civilisationnel des démocraties d'aujourd'hui. En France, ce problème a une intensité toute spéciale du fait que, via l'idée républicaine, la force du collectif reste un idéal très enraciné, cependant que, en même temps, vieille histoire des « Gaulois réfractaires », notre tradition charrie un individualisme culturel très particulier, qui n'est pas un incivisme, mais une religion du droit de juger par soi-même. D'où le fait que cette question du rapport entre l'individuel et le collectif prend chez nous un tour explosif.



La Droite et la Gauche. Histoire et destin, de Marcel Gauchet, Gallimard, coll. « Le Débat », 176 p., 14 €.

On l'a vu en grand lors du mouvement des « gilets jaunes » : la contradiction était paroxystique entre une aspiration fraternelle très puissante et un refus tout aussi impressionnant des contraintes d'une quelconque organisation collective. La politique a toujours été l'art de travailler avec les contradictions qui pétrissent une société afin d'aboutir à des compromis sensés à partir de ces contradictions. C'est plus que jamais le défi de la démocratie d'aujourd'hui.

Justement, quand nous analysons ce que l'on appelle la « montée des radicalités », à travers des personnages comme Éric Zemmour ou, de l'autre côté, Sandrine Rousseau et Jean-Luc Mélenchon, nous percevons un phénomène qui révèle la destruction de toute forme de dépassement des contradictions.

C'est le grand clivage des attitudes politiques d'aujourd'hui : à la dépolitisation des uns répond la radicalité des autres. Celle-ci s'entend forcément plus que le silence des premiers. Il ne s'agit pas pour autant d'en surestimer la portée. Cela reste malgré tout un phénomène minoritaire. Même s'il y a beaucoup de minorités, cela ne fait pas une majorité. De toute façon, ces minorités sont suffisamment

incompatibles entre elles pour ne pas constituer un bloc.

Disons que c'est un phénomène minoritaire qui occupe beaucoup d'espace parce que les médias sont ce qu'ils sont...

Oui, c'est le système médiatique lui-même qui valorise la parole de rupture. Il y a une contradiction entre la logique des médias, qui privilégie celui qui parle le plus fort, et la logique démocratique, qui passe par la recherche du point qui concilie, qui pacifie. La logique politique et la logique médiatique font très mauvais ménage.

Oui, mais c'est renforcé par deux éléments. D'abord par le fait que les médias sont prisonniers du marché, dans la mesure où ce sont des entreprises privées, qui doivent avoir une certaine audience. Or l'audience qui fonctionne, c'est la radicalité, la rupture, l'excès... J'estime pour ma part que l'on peut faire autrement,

“NOTRE SYSTÈME INSTITUTIONNEL ENCOURAGE UNE MYTHOLOGIE DU POUVOIR QUI VA DANS LE SENS D'UNE RADICALITÉ ANARCHIQUE.”



Macron et les leçons d'un échec. Comprendre le malheur français II, de Marcel Gauchet, avec Éric Conan et François Azouvi, Stock, 320 p., 20,90 €.

mais c'est un effort de chaque instant. Le second élément est politique. Nous avons des institutions qui renforcent cette espèce de fracturation. La façon dont la V^e République a évolué aujourd'hui, l'hyperpersonnalisation qu'elle implique, l'existence unique de l'élection présidentielle et la possibilité d'un pouvoir jupitérien tel qu'on l'a vu avec Emmanuel Macron, tout cela renforce ces contradictions.

Il est vrai que, dans le contexte actuel, notre système institutionnel encourage une mythologie du pouvoir qui va dans le sens d'une radicalité anarchique. Comme si chaque citoyen de base rêvait de devenir président de la République pour enfin pouvoir faire tout ce qu'il veut. Ce n'est certes pas la philosophie politique la mieux adaptée au bon fonctionnement de la démocratie ! L'idée que la fonction de gouverner est d'être au service de la collectivité est de plus en plus mal comprise. Car le mouvement fondamental qui travaille nos sociétés est celui d'une privatisation qui dépolitise.

Les radicalisations en sont elles-mêmes pour une bonne part l'expression. Qu'est-ce que la radicalité ordinaire ? L'affirmation de son point de vue purement personnel et privé comme vérité dernière, au mépris de toute coexistence possible avec des points de vue contraires. Mais, encore une fois, l'arbre ne doit pas cacher la forêt : la traduction la plus courante de la privatisation, c'est l'indifférence envers la politique. À côté de ces radicalités, qui sont ce qu'on entend, le phénomène principal, bien qu'invisible, c'est la dépolitisation de pans entiers de la société. Beaucoup de gens ne veulent plus entendre parler de politique, avec le phénomène d'abstention qui me semble destiné à devenir un élément clé de l'incertitude démocratique. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR N.P.

à suivre sur MARIANNE.net
Retrouvez l'entretien en version longue.